

DEBAT

Le PST appelle à une grève générale pour contraindre le pouvoir à abandonner son projet de 5^e mandat

mardi 26 février 2019, par [PST \(Algérie\)](#) (Date de rédaction antérieure : 26 février 2019).

La situation politique est marquée par l'irruption des masses populaires sur la scène politique en réaction à la volonté du pouvoir d'imposer un 5^e mandat de Bouteflika et, à travers lui, la continuité de ce régime autoritaire, corrompu et antisocial.

La magnifique mobilisation populaire qui a vu des dizaines de milliers de jeunes, de vieux et d'enfants, d'hommes et de femmes déferler dans les rues des villes et des villages de toutes les régions du pays a exprimé le refus, largement majoritaire, de se soumettre. Cette mobilisation a brisé la peur de lutter pour le changement politique. Elle a d'ores et déjà imposé pacifiquement le droit de manifester sur tout le territoire national, y compris à Alger.

Cette mobilisation populaire a contraint le pouvoir à reculer sur les droits de rassemblement et de manifestation, à sanctionner certains élus trop zélés de la « majorité » présidentielle (Khenchela, Haïzar) qui avaient tenté de s'opposer à la volonté populaire ou de la dévoyer. Il a également été contraint de renoncer, pour l'instant, à son discours de stigmatisation et de menaces vis-à-vis de tous ceux qui s'opposent à un 5^e mandat et à la continuité du régime.

Une situation d'équilibre

Le pouvoir a cédé face à l'irruption des masses mais il s'entête encore à imposer le 5^e mandat de son candidat qui a réussi à réaliser le consensus de tout le peuple algérien... contre lui. Ouyahia affirme que les « urnes trancheront ». Aucune voix dissidente au sein du pouvoir n'est pour l'instant apparue, en dépit du malaise qui traverse l'ensemble du régime.

Le pouvoir cherche à gagner du temps en espérant voir la mobilisation s'essouffler, fléchir ou dérapier afin de justifier sa « délégitimation » et sa répression.

Les manifestations et prises de position qui se multiplient n'ont pas réussi, à ce jour, à le faire renoncer. La pression populaire doit donc s'amplifier, s'organiser et converger.

Faire basculer le rapport de forces

La mobilisation populaire ne retombe pas comme le démontrent les multiples appels à manifester provenant de citoyens, d'étudiants, d'avocats, de partis, de candidats... Mais la pression doit augmenter afin de contraindre le pouvoir à renoncer définitivement à son rêve fou d'un 5^e mandat qui constituerait un cauchemar pour notre peuple.

Un énorme gisement de mobilisation existe parmi les journalistes, les avocats, les étudiants et dans les communautés algériennes à l'étranger... et, surtout, au niveau syndical comme l'a illustré le

refus des militants de l'UGTA d'Adrar d'assister à la commémoration officielle du 24 février en présence de Bedoui, de Sidi Saïd et de Sellal. Le même jour, les syndicalistes UGTA de Annaba (El Hadjar, Santé, Naftal, Fertial...) ont quitté la salle pour exprimer leur refus de la motion de soutien au 5^e mandat que les bureaucrates de l'Union de wilaya tentaient de leur faire adopter. De plus en plus de dirigeants et militants des syndicats autonomes déclarent que leurs organisations doivent se joindre à la mobilisation populaire.

Les journalistes de la radio et de la télé publiques ont brisé la loi du silence en exigeant que leurs médias couvrent les manifestations populaires. Le mouvement associatif brimé depuis de longues années peut jouer un rôle important dans la mobilisation.

Le temps de l'organisation

La poursuite des manifestations est indispensable. Mais afin de mobiliser le plus largement, ces manifestations doivent s'accompagner d'une dynamique d'auto-organisation dans les quartiers des villes, dans les villages, les universités, les lycées, les lieux de travail...

Cette auto-organisation doit permettre d'asseoir les revendications politiques contre le 5^e mandat et pour le changement sur les revendications de chaque catégorie populaire : travailleurs, habitants des quartiers, étudiants, avocats, médecins...

Les ultralibéraux de l'opposition espèrent arriver au pouvoir en se hissant sur les épaules des masses populaires mobilisées. Ils demandent aux travailleurs, aux chômeurs, aux jeunes, aux étudiants et lycéens... de mettre entre parenthèses leurs revendications économiques et sociales propres. Cela n'empêche pas ces ultralibéraux de lier, de leur côté, les revendications politiques de changement aux intérêts économiques des oligarques.

Il convient de refuser ce piège. Revendications politiques et sociales des masses exploitées et dominées doivent se combiner afin que le mouvement devienne plus puissant.

Préparer une grève générale

Seule une très puissante vague sera en mesure de faire reculer le pouvoir. Il convient donc de multiplier les manifestations, les mouvements de grève sectoriels et locaux à l'image de celle de l'Education nationale des 26 et 27 février. Mais il faudra, à un moment donné, passer à la vitesse supérieure en appelant à une grève générale.

Le mouvement syndical (UGTA et autonomes) doit refuser la division et s'unir pour devenir la colonne vertébrale du mouvement de protestation. Les opposants à la ligne de Sidi Saïd au sein de la Centrale de la place du 1^{er} Mai doivent s'organiser pour en finir avec la chape de plomb de la bureaucratie anti-ouvrière et antidémocratique qui musèle leur organisation.

Oppositionnels de l'UGTA et syndicats autonomes doivent se coordonner localement pour définir ensemble leurs revendications et se joindre aux manifestations.

Convergence contre le 5^e mandat et la mascarade électorale d'avril

Elargir et approfondir la mobilisation dans le but d'obliger le pouvoir à renoncer formellement au 5^e mandat et à l'organisation d'élections le 18 avril prochain.

Le PST est partisan de l'élection d'une Assemblée constituante souveraine, représentative des aspirations démocratiques et sociales des travailleurs et des masses populaires et qui sera chargée d'élaborer une nouvelle constitution.

La Haute instance indépendante de surveillance des élections (HIISE) doit être dissoute immédiatement, les listes électorales mises à jour et remises aux partis et candidats et une nouvelle structure de contrôle, réellement indépendante du gouvernement, mise en place.

Les forces politiques et sociales qui refusent les ingérences de l'impérialisme et de la réaction régionale, les tentatives d'implosion réactionnaires visant à opposer les différents segments de la population et régions les uns aux autres doivent converger pour éviter que ce mouvement populaire naissant ne soit dévoyé au profit d'intérêts contraires à ceux des travailleurs et du peuple algérien.

Alger, le 26 février 2019

Le Secrétariat National du PST

P.-S.

- Le Matin d'Algérie. 26 février 2019 :
<http://www.lematindalgerie.com/le-pst-appelle-une-greve-generale-pour-contraindre-le-pouvoir-abandonner-son-projet-de-5e-mandat?fbclid=IwAR0FGNcFbbsjqf22zpXi1YAxINRRzhfzfqnsKGGhKNaZh2x9r34ZBIW7WthI>